

MONDE VIKTOR ORBAN

« Merci les gars, mais c'est à nous de diriger l'Europe »

🕒 7 min • PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL BERRETTA ET CHARLES SAPIN



Exclusif. Russie, Ukraine, États-Unis, immigration, nationalisme... Le Point a interrogé le Premier ministre hongrois, champion des populistes européens.

Viktor Orbán tient dans sa main l'avenir de l'Ukraine, son voisin avec qui les rapports sont complexes. Tous les dirigeants attendaient, cette semaine, de savoir s'il camperait sur son refus d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Kiev ou s'il négocierait le soutien financier à ce pays en guerre. Renforcé par la dynamique qui, partout, souffle dans les voiles de ses alliés nationalistes, le Premier ministre hongrois était de passage à Paris. Pour sa première interview à un média français depuis 2015, il confie son optimisme à six mois des élections européennes.

Le Point : De nombreux États membres vous critiquent pour votre proximité avec Vladimir Poutine. Vous sentez-vous plus proche de ses valeurs que de

celles de l'Union européenne ? Viktor Orban : La Russie appartient à une autre forme de civilisation. Il n'y a pas de comparaison possible avec l'Union européenne qui a pour valeur cardinale la liberté. La liberté est la raison ultime pour laquelle chacun de nous, en Europe, fait de la politique. Il s'agit d'offrir la plus grande liberté possible aux citoyens. Tel n'est pas le cas en Russie, où le principal enjeu n'est pas la liberté mais de parvenir à maintenir l'unité d'un immense territoire qu'il est presque impossible de maintenir d'un bloc. Il est illusoire de s'attendre à ce que la discussions rationnelles sur la façon dont nous pourrions avoir des relations avec la Russie. Parce qu'elle est là, et qu'elle est forte. Nous avons, bien sûr, des désaccords entre États membres de l'Union européenne sur ce sujet. Certains dirigeants affirment que ce que l'Union européenne fait actuellement est rationnel et qu'il en résultera quelque chose de positif. D'autres pensent, au contraire, qu'il en résultera surtout un effondrement militaire, financier et politique de l'Ukraine. C'est ma position. Nous devrions avoir un plan B et lancer une nouvelle stratégie.

Lorsque vous regardez les différents conflits contemporains dans le monde, comme l'Arménie, Israël, l'Ukraine, ils donnent tous l'impression d'être un seul et même conflit. C'est l'Occident contre le reste du monde. De quel côté êtes-vous ?

Je suis né dans un pays communiste. J'ai passé vingt-six ans de ma vie dans un monde politique et économique organisé selon une logique de blocs : l'Occident d'un côté, l'Union soviétique de l'autre. C'était terrible. Je ne voudrais pas que le monde revienne à cette situation où, au lieu de rechercher des interconnexions et de la coopération à travers le monde, nous considérons que le reste du monde est contre nous. La fracturation n'est pas une bonne politique. C'est en réalité une maladie américaine.

Que voulez-vous dire ?

Les Américains pensent qu'il existe des valeurs universelles qui doivent être comprises de la même manière partout dans le monde. Je n'aime pas cette approche. Notre expérience est différente. Il existe une base culturelle et c'est sur cette base que les gens peuvent décider du type de valeurs et d'institutions politiques qui leur convient. Nous ne pouvons pas demander aux

non-Occidentaux de se comporter comme nous, d'avoir les mêmes institutions que nous. Cela crée de nombreux conflits dans le monde. Nous sommes des Européens. Nous ne devrions pas suivre l'approche américaine, mais plutôt discuter de la politique rationnelle de la Chine, du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie et de la Russie. C'est pourquoi mon approche ne consiste pas à accepter la situation de blocage, mais plutôt à plaider en faveur de l'« interconnectivité » commerciale.

Vous dites souvent que l'Occident est décadent et que l'influence des gauchistes et des libéraux ainsi que l'immigration de masse affaiblissent le modèle culturel européen. Pensez-vous que la France d'aujourd'hui s'effondre ?

Heureusement, ce n'est pas mon rôle de répondre à cette question. Je ne peux pas être un meilleur expert de la politique française qu'Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon ou Nicolas Sarkozy... Vous avez des hommes politiques exceptionnels et ils trouveront une réponse. Ce que je peux répondre à cette question, c'est que nous, les Hongrois, nous ne voudrions pas suivre ce que vous faites. C'est probablement bon pour vous, mais ce ne serait pas bon pour la Hongrie. Par exemple, sur l'immigration. Si vous pensez qu'accepter les migrants aboutira à quelque chose d'agréable, à une nouvelle société, à quelque chose de moralement plus élevé que la société traditionnelle, faites-le. C'est votre choix. Mais nous, Hongrois, nous pensons que c'est trop risqué. Il n'y a aucune garantie qu'en laissant entrer les migrants et en mélangeant les cultures nous obtiendrons finalement quelque chose de meilleure qualité que notre société traditionnelle. Qu'il s'agisse de terrorisme, de sécurité publique, ou des conséquences économiques, nous n'aimerions pas faire partie de cette aventure. Si vous souhaitez le faire, faites-le. Mais ne nous forcez pas à vous suivre. C'est tout ce que je demande.

Quelle lecture faites-vous des dynamiques des différentes forces nationalistes à travers le continent ? Est-ce que cela peut modifier l'équilibre du futur Parlement européen ?

J'y vois deux aspects, l'un historique, l'autre démocratique. Commençons par le deuxième, la démocratie.

Nous observons dans de nombreux pays européens une sorte de déficit démocratique. Les gens perçoivent la politique comme quelque chose d'invariant que les mêmes élites mènent avec quelques légères modifications. La voix du peuple n'est ni entendue ni respectée. Les gens ont donc tendance à se tourner vers des forces qui ne font pas partie de l'élite parce qu'ils espèrent que ces nouvelles personnalités prendront au sérieux la voix du peuple. Ce problème démocratique est présent dans de nombreux pays. Cette approche hégémonique de l'élite sur l'opinion publique est rejetée par de nombreuses personnes. Elles aimeraient parler différemment, avec des idées différentes. Elles utilisent même des mots différents sur le genre, sur l'immigration, sur l'Union européenne. Or la perception générale dans de nombreux pays est que cela n'est pas autorisé. On ne les écoute pas. Leur voix est négligée. C'est ce qui donne une chance aux partis qui ne font pas partie de l'élite libérale, si je puis dire, d'être de plus en plus soutenus.

« En Europe, la voix du peuple n'est ni entendue ni respectée. »

Vous évoquiez un deuxième aspect...

Le deuxième aspect est celui de la souveraineté nationale. Je pense que nous devrions prendre ce concept plus au sérieux en Europe que nous ne l'avons fait jusqu'à présent. En Europe, nous avons deux traditions en matière de souveraineté nationale. D'un côté, une tradition de l'Empire romain, qui est toujours très respectée par la France et l'Allemagne. Cela se traduit par une approche centraliste dans la façon d'organiser la vie politique de notre Union. Mais il existe également une autre tradition, car, après l'effondrement de l'Empire romain, aucun autre empire n'a été créé. Les États-nations ont été créés par différents types de tribus, comme en Espagne, qui est à l'opposé de l'approche impérialiste.

... Au sein de l'Union européenne, nous retrouvons ces deux dynamiques, l'approche centralisatrice et l'approche souverainiste nationale. Lorsqu'elles

sont en équilibre, l'Union européenne fonctionne bien. Mais, lorsque l'équilibre est défaillant, des problèmes surviennent. Cet équilibre fonctionnait plutôt bien quand les Britanniques étaient présents au sein de l'UE. Ils équilibraient, avec les pays d'Europe centrale, la tradition romaine de la France et de l'Allemagne. Les Britanniques et les Européens centraux n'étaient pas majoritaires, mais ils constituaient une minorité de blocage. Avec le Brexit, l'équilibre du système a été rompu. Le départ des Britanniques a affaibli l'Europe centrale. Les bureaucrates de Bruxelles, comme on dit, et les pays qui suivent la tradition de l'Empire romain veulent nous forcer à accepter un mode de vie plus centraliste. Ce que nous n'aimons pas.

Selon nos informations, votre parti, le Fidesz, s'apprête à rejoindre le groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR). Est-ce correct ?

C'est vrai que des négociations sont en cours. Nous respectons beaucoup la Première ministre italienne [Giorgia Meloni, NDLR], qui est à la tête de l'ECR. Nous respectons la Pologne, qui est l'autre grand parti de l'ECR. Nous serions heureux de rejoindre l'ECR. La question est celle du bon moment : avant ou après les élections européennes ? C'est une question très pragmatique.

Quelle est votre préférence ?

Comme nous voulons les rejoindre, nous ne souhaitons pas leur causer de désagréments. Donc, s'ils pensent que le plus tôt est le mieux, tant mieux. S'ils préfèrent que ce soit après les élections, nous sommes prêts à l'accepter. Le seul problème est qu'il existe une autre faction au Parlement européen qui regroupe de nombreux partis qui nous sont proches. Il s'agit du groupe ID [Identité et démocratie, NDLR], dont Marine Le Pen fait partie. Elle est aussi proche de nous.

Il est assez regrettable que ces deux blocs, ID et ECR, n'aient pas réussi, jusqu'à présent, à trouver le moyen de coopérer. Nous verrons probablement après les élections européennes comment ces partis, appartenant à l'un ou l'autre groupe, sortent des urnes. Et puis nous réfléchirons à un moyen de

coopérer. Parce que si les partis politiques de droite non traditionnels ne sont pas prêts à coopérer, nous n'aurons jamais de majorité.

Cette réforme de l'asile qui est discutée en Europe est peut-être meilleure que la précédente, mais ce n'est pas une solution. La solution ultime est que personne ne puisse entrer sur le territoire européen sans obtenir l'autorisation d'une autorité basée sur une procédure.

Vous venez de dire que vous êtes proche de Mme Meloni. Mais pourquoi ne voulez-vous pas l'aider à gérer les migrants qui arrivent en Italie ? Pourquoi refusez-vous la réforme de l'asile et des migrations ? Ce faisant, vous pourriez l'aider.

J'essaie d'être aussi utile que possible. Mais la voie que nous suivons concernant le nouveau pacte migratoire est tout simplement une mauvaise voie. J'ai acquis une certaine expertise sur les questions de migration. Je suis le seul à avoir construit une clôture. Nous avons arrêté les migrants. En Hongrie, il n'y a aucun migrant, et j'en suis fier. Parfois, quelques-uns réussissent à passer, mais, tôt ou tard, nous les repoussons.

Dans six mois, nous aurons des élections européennes. Pensez-vous que nous sommes à la veille d'un tournant pour l'Union européenne, qu'il puisse y avoir une majorité nationaliste ?

Nous avons de bonnes chances de gagner, car les objectifs fondamentaux de la création de l'Union européenne ne sont pas suivis par l'élite, l'élite libérale, comme je l'ai dit, l'élite dominante, les bureaucrates de Bruxelles. L'Union européenne, c'est la promesse de la paix, et du bien-être par un niveau de vie plus élevé. Désormais, nous n'avons ni la paix ni l'amélioration du bien-être. C'est donc le bon moment pour les partis qui ne font pas partie du courant dominant de dire : « Merci les gars, mais c'est à nous, les nouveaux arrivants, de prendre le pouvoir et de diriger l'UE pour restaurer la paix, restaurer la sécurité et améliorer le bien-être. » C'est le bon moment pour les partis de droite non traditionnels. Nous devons faire le travail. L'occasion se présente. Je pense donc qu'il est raisonnable d'espérer qu'il y aura un changement après les élections pour les nouveaux arrivants.

« **En Hongrie, il n'y a aucun migrant, et j'en suis fier.** »

Les chars russes étaient à Budapest en 1956. Ne craignez-vous pas que, un jour, l'histoire se répète ? Comme vous le savez, Donald Trump souhaite la mort de l'Otan. Ne pensez-vous pas que la situation semble également risquée pour la Hongrie ?

L'Otan [Organisation du traité de l'Atlantique Nord, NDLR] est une bonne chose et nous en avons besoin. Nous sommes aujourd'hui dans une position sûre, car l'Otan est bien plus forte que la Russie qui n'a même pas réussi à vaincre les Ukrainiens. L'Otan est donc primordiale. Mais nous courons le risque que les Américains quittent l'Europe. Nous, Européens, devrions prendre la responsabilité de nous défendre. Je suis donc le plus fervent partisan d'une augmentation des dépenses de défense. Dans le cadre d'une industrie militaire européenne commune, vous, Français, devriez jouer un rôle très important afin d'accroître nos capacités militaires et trouver un moyen, sur une base européenne, de coopérer comme nous le faisons au sein de l'Otan. L'Europe doit être capable de se défendre à partir de ses propres forces. Sinon, nous serons toujours dans l'ombre des Américains. C'est la réalité §

L'INTÉGRALITÉ DE L'INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE HONGROIS SUR
lepoint.fr